NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
PIC de
Lille

le 28 avril 2020

METTONS MACRON, PHILIPPE ET LEURS COMMANDITAIRES AU CHÔMAGE !

On peut quand même trouver quelques circonstances atténuantes au Premier ministre. Difficile de parler des heures sans pouvoir dire franchement ce que pourtant tout le monde sait : semaine après semaine, les impératifs économiques s'imposent aux impératifs sanitaires, nos vies passent au second plan derrière les profits du grand patronat.

Confinés puis déconfinés, mais toujours sans moyens sérieux

Le déconfinement a déjà commencé, il s'est accéléré depuis l'appel de Macron à la reprise d'ici le 11 mai. Les transports en commun sont bondés en région parisienne aux horaires des travailleurs « essentiels ». La production a repris dans les usines comme à Toyota Onnaing ou à Renault Flins.

« Le principal geste barrière reste la distance physique », a rappelé doctement Édouard Philippe. Qui peut y croire sur les chaînes de montage, les chantiers du bâtiment, dans les centres de tri de la Poste ou les transports en commun ? Les promesses creuses se succèdent – où est passé le « plan d'urgence pour l'hôpital » annoncé mi-mars ? Dernière en date, des « brigades épidémiologiques » pisteront le virus dans chaque ville. Mais faute de médecins, l'État fera appel à des « volontaires de la Croix-Rouge » !

De l'argent il y en a !

Ce plan de déconfinement dans la pénurie se déroule en parallèle du plus ambitieux « plan de sauvetage » de l'économie de toute l'histoire récente. Les milliards pleuvent sur les entreprises et leurs actionnaires.

Un chiffre pour les résumer tous : 7 milliards d'euros pour le sauvetage d'Air France, 39 millions pour l'aide alimentaire. Alors que les queues s'allongent devant toutes les soupes populaires, le gouvernement débourse 180 fois plus pour arroser les actionnaires d'une seule entreprise que pour éviter la malnutrition dans les quartiers pauvres !

Le chantage à l'emploi comme politique de la santé du capital

Cette pluie de milliards s'accompagne d'une supplique patronale permanente : si la crise sanitaire continue, ou plutôt, si des mesures trop rigoureuses sont prises face à la crise sanitaire, nous serons contraints de licencier massivement. Ainsi chaque travailleur est sommé de choisir entre sa santé et son bifteck.

Mais le chômage qui s'abat déjà sur des millions de travailleurs – les statistiques nationales n'ont jamais constaté une augmentation aussi fulgurante – n'est pas le symptôme de la crise économique, c'est plutôt la réponse immunitaire du patronat qui défend ses profits. Il n'a rien de naturel, il est le produit du choix de licencier en masse plutôt que d'éponger les frais de deux mois de confinement.

Les grands groupes publics ont montré l'exemple : ni la SNCF, ni la Poste n'ont renouvelé les nombreux CDD ou contrats d'intérim qui ont expiré en mars ou avril. D'où une vague de licenciements qui a touché d'abord les plus précaires – mais qui se généralisera. Même Air France a promis un « plan social », avec ses 7 milliards en poche !

Le gouvernement facilite la tâche des licencieurs en prolongeant ce qu'il a appelé un « état d'urgence sanitaire » mais qui n'est qu'une suite de dérogations au droit du travail qui permet au patronat de faire travailler plus d'un côté, de licencier plus de l'autre.

Ce chantage à l'emploi généralisé est le spectre qui hante le « déconfinement ». C'est sous sa pression que les parents devront décider s'ils remettent leurs enfants à l'école à partir du 11 mai – la dernière bassesse du gouvernement étant de faire peser ce choix sur les familles.

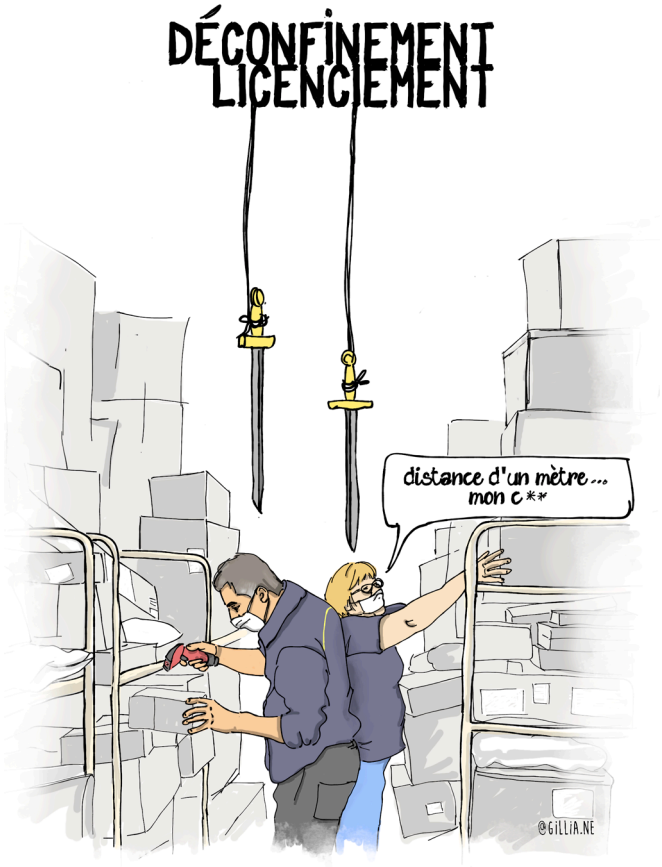
Mais ce n'est pas une fatalité. Si le chômage est l'arme des capitalistes pour faire payer la crise aux travailleurs, ceux-ci ont tous les moyens de s'y opposer en s'unissant dans la lutte autour de revendications essentielles comme l'interdiction des licenciements. Pour les salariés, il s'agit de défendre leur peau dans la crise économique comme dans la crise sanitaire. Un premier pic de « droits de retrait » avait donné des sueurs froides au patronat et au gouvernement au début du confinement. À nous de préparer le tsunami de colère sociale qui les emportera tous.

La Poste, un requin capitaliste comme les autres !

Depuis plusieurs semaines, Philippe Wahl, PDG du groupe La Poste, se frotte les mains. Il claironne dans tous les journaux que l'activité colis n'a jamais été aussi élevée que pendant cette période. Et pour cause, La Poste profite du développement de la vente à distance avec le confinement mais elle cherche aussi à gratter des parts de marché aux autres entreprises transporteuses qui n'ont pas encore toutes redémarré. Comme n'importe quel requin capitaliste, La Poste cherche à augmenter ses bénéfices sur le dos de ses salariés et de ses concurrents.

Qui sont les vrais privilégiés ?

Le gouvernement a octroyé une aide exceptionnelle aux allocataires du RSA pour compenser la suspension des services de cantine scolaire. Cette aide est bien insuffisante lorsque l'on constate que les associations caritatives comptent de plus en plus de bénéficiaires. Pourtant, on entend encore des propos malveillants, bien loin des réalités, faisant passer ces allocataires pour des chanceux ! Plus que jamais, n'oublions pas de rester solidaire, car nous pouvons tous tomber dans la précarité. Sachons discerner les vrais privilégiés.



Retour à l'anormal by night

Avec les 4 jours travaillés, c'est retour au service normal pour les équipes de nuit. Pour ces collègues, c'est aussi 14 heures de RC qui s'envolent avec les fériés… Un préavis de grève a été posé, histoire de montrer que ce « retour à la normale » n'est pas du goût des agents de nuit qui ont pris les mêmes risques que les autres et réclament justice !

Le nouveau service public d'Amazon

Amazon s'est vu interdire la distribution de ses colis en France. Pas de panique ! La Poste, elle, peut se charger de le faire à partir des entrepôts Amazon du reste du monde. C'est bien pratique, une entreprise d'Etat… pour sauver les profits des actionnaires sous couvert de service public. Les « postiers d'Etat » ne sont pas dupes. Privés ou publics, les profits sont les profits.

Le 1er mai, pour les luttes des travailleurs pour un monde meilleur !

Avant d'être récupéré en « fête du travail », le 1er mai est depuis 1886 l'occasion pour les travailleurs du monde entier de manifester pour leurs revendications. Un 1er mai de lutte est plus que jamais nécessaire, alors que les travailleurs de tous les pays sont au front de la guerre sanitaire et que les capitalistes voudraient leur faire payer la crise.

Pendant la Première Guerre mondiale, le 1er mai 1916, quelques dizaines d'ouvriers de Berlin rassemblés malgré l'interdiction ont pu écouter un discours anti-impérialiste et anti-guerre du révolutionnaire Karl Liebknecht. Réprimé sévèrement, l'événement a néanmoins déclenché une réaction en chaîne annonciatrices de la révolution russe de 1917.

La situation n'est pas comparable, même si, comme à l'époque, les manifestations sont interdites – le prétexte sanitaire fait long feu après la réouverture des usines, bureaux, écoles etc.

Tous les moyens, même symboliques, sont bons pour exprimer la colère des travailleurs et leurs revendications le 1er mai : en ligne, sur les balcons ou, encore mieux, dans la rue !

Gare à l'atterrissage…

Air France est en passe de décrocher 10 milliards d'euros de prêts couverts à plus de 90 % par les États français et néerlandais, et qui pourraient bien se transformer en subventions pures et simples. Dans le même temps, la direction annonce… un plan de départs volontaires…

Pour nous, c'est exactement l'inverse. Et il faudra en passer par un « plan de départs » pas volontaire… des capitalistes.

toutes nos publications sur
CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES.org

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Tu peux aussi nous adresser un e-mail à cr@convergencesrevolutionnaires.org ou visiter notre site www.convergencesrevolutionnaires.org